Le 02-09-2022

Télécharger ou imprimer au format PDF

Image

Tant qu’il y a du profit et du super profit à engranger, y’a de la vie ! Pour les bénéficiaires bien sûr ! Ils ne sont qu’une poignée dans le monde mais leur pouvoir a été propulsé et démultiplié grâce à

des alliés de poids, en premier desquels figure l'Union européenne. Cet organisme supranational tient d'une main de fer les rênes du règne néolibéral sur les 27 pays qu'elle soumet sans vergogne. Une Union européenne qui manie avec succès (jusqu'alors) le chaud et le froid, le double discours. Une Union européenne qui agit cependant au nom d'une seule foi, avec ardeur : la mise en concurrence des activités de tous les secteurs, la mise sur le marché de toutes les activités. La production et la distribution de l'électricité ne lui ont pas échappées. Au nom de la rupture avec les « monopoles » (publics), l'Union européenne a brisé, entre autres, le service public de l'énergie français. Bien sûr cela ne s'est pas fait en un jour. L'UE maîtrise aussi le temps à moyen terme. Ainsi, après des années de déclarations, de pilonnage médiatique, de directives, de traités de libre-échange, l'UE a sacrifié EDF. Ses arguments ? Les mêmes que pour France Télécom ou La Poste : la concurrence est une « valeur » de l'UE, l'européanisation engendrera une baisse des prix pour les consommateurs… Plouf ! Le bec dans l'eau ! La vérité des prix est là, désormais bien nette, bien claire, dramatique et mortifère : les marchés dictent les prix, investissent, spéculent, se font un pognon de dingue, quitte à mettre en péril les conditions de vie de millions de personnes et déstabiliser les activités des entreprises de production. Comment en est-on arrivé là ? Pourquoi les gouvernements successifs français ont-ils accepté de tuer EDF, un grand service public de l'énergie profitable et efficace ? N'ont-ils qu'un petit pois dans le cerveau ? Sont-ils à ce point frappés de débilité, de cécité ? Ou sont-ils complices, responsables et coupables ?

Mensonges et cafouillages

La réduction de la livraison du gaz russe en réponse aux mesures prises contre la Russie en raison de la guerre en Ukraine a bon dos pour expliquer l'augmentation des prix de l'énergie. Car nous sommes loin d'être en position de rupture et tous les opérateurs annoncent des stocks à 80%, voire plus.

En réalité, la fixation des prix par le marché ne tient pas compte des coûts réels de production mais des spéculations sur les baisses d'approvisionnement potentielles. L'indexation du prix de l'électricité sur le gaz, conséquence de l'application des lois du marché et de la concurrence, est la cause principale de l'explosion du prix de l'électricité. Pour tenter d'en amortir le choc le gouvernement actuel a pris des mesures dites de de protection des ménages. Comprenez ralentir ponctuellement la flambée des prix (et de la fronde populaire). Bref un pari sur le très court terme, financé par de l'argent public. Non seulement elles ne s'appliquent qu'aux particuliers, surtout aux "plus précaires" (charité oblige) mais pas aux entreprises qui voient leurs coûts de production exploser et jouer au yo-yo. Le 2 septembre, l'entreprise Duralex a annoncé qu'elle mettait au chômage partiel ses salariés pour 4 mois au moins, ne pouvant plus équilibrer son budget en raison des hausses de prix de l'énergie. Cette annonce précède un nombre incalculable de décisions du même type dans les semaines à venir. Et l'inflation continuera de galoper puisque l'augmentation des prix de l'énergie est et sera imputée sur les prix de vente dans tous les domaines, y compris l'alimentation.

Ridicule et hypocrisie

Quant aux appels, présidentiel et gouvernementaux, à la sobriété énergétique, ce sont des vœux pieux d'une hypocrisie nauséabonde. Ceux qui n'avaient déjà plus les moyens de se chauffer correctement, faute de salaire suffisant, sont déjà des sobres contraints par serrage de ceinture. Car en réalité, Monsieur Macron, seuls ceux qui profitent de l'abondance dont vous avez annoncé la fin pourraient y renoncer ! Mais comme vous ne les privez d'aucun privilège, comme vous refusez le retour de l'ISF, la fin de la spéculation, comme vous votez non à la hausse des salaires, comme vous avez choisi d'ignorer l'intérêt du peuple, comme vous roulez d'abord pour l'Union européenne au détriment de la France, alors vous êtes et serez totalement responsable de la crise

que vous générez, vous, vos ministres, vos députés, votre idéologie néolibérale !

Les déclarations en provenance de l'UE seraient sans doute les plus risibles si la situation n'était pas aussi dramatique. Qu'on en juge. Ursula von der Leyen, présidente de la Commission européenne, a annoncé lors d'une conférence de presse le 29 août 2022, que l'UE travaille « à une réforme structurelle » du marché européen de l'électricité pour 2023 car « La flambée des prix de l'électricité montre clairement les limites du fonctionnement actuel du marché. » Il s'agirait que les prix du gaz ne dictent plus ceux de l'électricité. Alors comme disait ma grand-mère : faire et défaire, c'est toujours travailler ! Y'a du suspens dans l'air. On en saura plus après le 9 septembre, à l'issue de la réunion du conseil extraordinaire des ministres de l'énergie. Mais réfrénons notre enthousiasme. Pas d'illusion à se faire.

Anne Debrégeas (Sud-Energie), dans une tribune publiée le 9 juin 2022 dans Le Monde explique : « *A court terme, il existe une solution simple que nous soumettons au débat : un système public hors concurrence en France, interconnecté et s'intégrant au programme de production optimisé à l'échelle européenne, laissant à chaque pays le choix de son organisation. Cela implique, il est vrai, de déroger aux textes européens actuels.*
Mais, à notre connaissance, il n'existe pas d'autre option pérenne sur la table. Les défenseurs du marché se contentent de solutions parcellaires dont ils ne maîtrisent pas les conséquences. C'est ainsi que, depuis vingt ans, les rustines s'accumulent sans parvenir à remettre sur pied un système malade à la base. Cette stratégie n'est plus tenable. »

Ce n'est pas le Pardem qui dira le contraire ! Nous vous proposons de regarder 3 vidéos que nous avons réalisées sur cette question en 2017, lors de notre université d'automne. Elles restent cruellement d'actualité.

Vidéos EDF - L'UE une arme de destruction massive des services publics ... Parties 2 et 3

Vidéo - L'Union européenne une arme de destruction massive des services publics ... Partie 1

Opens in a new window Opens in a new window

- Se connecter ou s'inscrire pour poster un commentaire